

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
17 octobre 2023
Français
Original : anglais

Lettre datée du 16 octobre 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Albanie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai le plaisir de vous informer que la Mission permanente de la République d'Albanie, la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies tiendront une réunion organisée selon la formule Arria sur le thème « Prévenir et combattre la violence sexuelle liée aux conflits ».

La réunion aura lieu le mercredi 18 octobre 2023, de 10 heures à 12 h 30, dans la salle du Conseil économique et social du Siège de l'Organisation des Nations Unies.

Afin d'orienter le débat, nous avons établi une note de cadrage (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de l'Albanie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Ferit **Hoxha**



Annexe à la lettre datée du 16 octobre 2023 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Albanie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Note de cadrage en vue de la réunion qui sera organisée selon la formule Arria sur le thème « Prévenir et combattre la violence sexuelle liée aux conflits »

Vue d'ensemble

Depuis 2008, le Conseil de sécurité s'attache de façon claire à exprimer sa préoccupation au sujet de la violence liée aux conflits, à condamner ce type de violence et à demander que des mesures soient prises pour lutter contre le phénomène, ce qu'il a notamment fait dans ses résolutions [1820 \(2008\)](#), [1888 \(2009\)](#), [1960 \(2010\)](#), [2106 \(2013\)](#) et [2467 \(2019\)](#).

Pourtant, et malgré un cadre normatif solide, la violence sexuelle liée aux conflits continue de sévir dans de nombreuses régions du monde. Elle peut être utilisée comme tactique pour punir des populations civiles, humilier des adversaires et terroriser des communautés.

Dans son dernier rapport sur les violences sexuelles liées aux conflits ([S/2023/413](#)), le Secrétaire général a souligné qu'en 2022, « dans plusieurs pays, les violences sexuelles [avaient] toujours cours et le phénomène [avait] même gagné en sévérité ». Il a également indiqué qu'il convenait de lire ce rapport en conjonction avec les 13 précédents, afin d'avoir une vue d'ensemble des informations recueillies, non seulement aux fins de la dénonciation des auteurs étatiques et non étatiques d'actes de violence sexuelle, mais aussi pour se rendre compte du fait que nous sommes encore bien loin d'avoir éradiqué ce fléau de l'humanité.

Là où des conflits éclatent et battent les lois en brèche, les violations et les crimes augmentent, en particulier le terrorisme et les ravages de la violence sexuelle. À l'instar des bombes et des missiles qui anéantissent des zones résidentielles et des écoles, dans bien des contextes, la violence sexuelle liée aux conflits est utilisée comme tactique de guerre pour attaquer des civils, humilier et ostraciser les personnes rescapées, meurtrir les esprits, s'en prendre à l'essence même de l'humanité et infliger des souffrances indicibles aux victimes.

Les violations du droit international humanitaire impliquent souvent des actes de violence sexuelle liée aux conflits, qui, dans certaines circonstances, peuvent constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou d'autres atrocités. En outre, les faits de violence sexuelle liée aux conflits sont considérés comme un signe précurseur indiquant que d'autres atrocités risquent d'être commises.

Cet état de fait insupportable entache nos efforts collectifs et porte atteinte à l'engagement qui est le nôtre de respecter les droits humains et de défendre les valeurs morales que nous chérissons en tant qu'êtres humains. Il demeure absolument nécessaire d'amener les coupables à répondre de leurs actes si nous voulons être en mesure de combattre, de prévenir et, à terme, d'éliminer la violence sexuelle liée aux conflits. Les sanctions restent un dispositif auquel le Conseil de sécurité peut recourir de façon dissuasive et pour provoquer des changements de comportement.

Les actes de violence sexuelle perpétrés lors des conflits qui ont eu lieu en ex-Yougoslavie, notamment en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, ont été l'expression d'une cruauté délibérée et ont souvent été commis au nom de considérations ethniques. Les personnes ayant subi cette barbarie, en particulier les femmes, portent

encore les stigmates émotionnels des violences sexuelles qui ont été utilisées, dans ce conflit comme dans d'autres, comme tactique de guerre.

Dans son rapport de mars 2021 sur les violences sexuelles liées aux conflits (S/2021/312), le Secrétaire général note qu'en Bosnie-Herzégovine, les personnes rescapées de violences sexuelles liées au conflit ont lutté pour être reconnues en tant que victimes légitimes de la guerre et obtenir des réparations et des dédommagements. Cela fait 27 ans que les auteurs de ces crimes échappent à la justice.

Au Kosovo, les informations communiquées par des organisations internationales montrent que dans de nombreuses affaires de violence sexuelle liée au conflit, la communauté internationale ne parvient pas à faire en sorte que justice soit rendue.

Cela perpétue un cercle vicieux de l'impunité qui est extrêmement dangereux, car il encourage les auteurs de violences sexuelles à continuer de commettre de tels faits sans craindre aucune conséquence.

Laisser les auteurs libres et impunis risque de laisser entendre que la violence sexuelle liée aux conflits peut être tolérée et peut continuer d'être utilisée comme tactique de guerre, comme c'est le cas en ce moment en Ukraine, en République démocratique du Congo, au Darfour et ailleurs.

Il est indispensable de criminaliser les violences sexuelles liées aux conflits pour pouvoir les combattre. Les autorités nationales doivent renforcer les lois destinées à amener les auteurs de violences sexuelles à répondre de leurs actes. Les enquêtes menées au niveau national et les systèmes judiciaires nationaux des États Membres sont déterminants pour prévenir la violence sexuelle liée aux conflits et, surtout, veiller à ce que les coupables soient tenus responsables de leurs actes.

À cet égard, il faut impérativement que les États s'emploient à faire en sorte que les femmes, les filles et toutes les personnes rescapées aient un meilleur accès à la justice pendant et après les conflits, notamment en menant rapidement des enquêtes sur les cas de violence sexuelle et fondée sur le genre, que les auteurs soient des civils ou des membres du personnel militaire.

Dans sa résolution 2467 (2019), le Conseil s'est dit conscient de la nécessité d'une approche axée sur les personnes rescapées pour ce qui est de prévenir et de combattre les violences sexuelles liées aux conflits. Les personnes rescapées occupent une position de premier plan dans la lutte contre la violence sexuelle liée aux conflits, en appelant à agir dans ce domaine et en contribuant à donner forme aux mesures prises pour y faire face. Les efforts visant à promouvoir la justice, à donner aux personnes rescapées les moyens de reconstruire leur vie et à empêcher que des violences ne se reproduisent dans des situations de conflit doivent absolument être menés selon une approche axée sur les personnes rescapées.

Les États Membres ont un rôle crucial à jouer s'agissant de poursuivre les responsables et d'établir ou de renforcer des mécanismes visant à accompagner le relèvement des personnes rescapées après les conflits.

Objectifs

La réunion a pour objectif d'engager le Conseil de sécurité à continuer d'accorder toute l'attention et la considération voulues à la nécessité de lutter à l'unisson et de manière plus ferme contre la violence sexuelle liée aux conflits.

Elle vise également à mettre en lumière le lien direct qui existe entre l'impunité et le fait que des violences sexuelles continuent d'être commises dans différentes situations de conflit à travers le monde.

Enfin, elle a pour but de faire comprendre combien il importe de renforcer les mécanismes nationaux et internationaux servant à poursuivre les auteurs de telles violences, d'amener les États qui contreviennent à leurs obligations internationales à répondre de leurs actes, ainsi que de rendre la justice plus accessible aux personnes rescapées.

Questions devant servir à orienter le débat

1. Quelles mesures supplémentaires le Conseil de sécurité pourrait-il adopter pour prévenir et combattre la violence sexuelle liée aux conflits, en sa qualité de principal organe capable de prendre des décisions juridiquement contraignantes dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales ?
2. Que pourrait-on faire pour renforcer les mécanismes destinés à mettre au jour les faits de violence sexuelle liée aux conflits, y compris lorsque le conflit en question est terminé depuis longtemps, et pour veiller à ce que les responsables aient à rendre des comptes ?
3. Comment la communauté internationale peut-elle aider à identifier et à traduire en justice les chefs militaires et les hauts décisionnaires qui portent la responsabilité du recours à la violence sexuelle comme tactique de guerre ?
4. Compte tenu du lien direct qui existe entre impunité et persistance des violences sexuelles liées aux conflits, que peut-on mettre en place pour veiller à ce que les mesures de justice transitionnelle prennent en compte l'ensemble des violations et atteintes aux droits humains des femmes ainsi que les répercussions particulières que ces actes ont pour les femmes et les filles ?
5. Quelles mesures les États pourraient-ils prendre pour garantir que les personnes rescapées de violences sexuelles liées aux conflits aient accès à l'aide juridictionnelle et à des soins médicaux et psychologiques, ainsi que pour mettre fin à la stigmatisation sociale et culturelle qui pèse sur elles afin de faciliter les efforts en faveur de leur réadaptation ?
6. Comment la communauté internationale peut-elle s'assurer que l'action menée en vue de lutter contre la violence sexuelle liée aux conflits, de rendre la justice et d'aider les personnes rescapées soit réellement axée sur les personnes rescapées ?

Intervenant(e)s

La réunion organisée selon la formule Arria sera présidée par Igli Hasani, Ministre albanais de l'Europe et des affaires étrangères, qui prononcera également le discours d'ouverture.

Les intervenantes suivantes seront invitées à prendre la parole lors de la réunion :

1. Vjosa Osmani, Présidente de la République du Kosovo (par visioconférence)
2. Chloe Marnay-Baszanger, Équipe d'experts de l'Organisation des Nations Unies pour l'état de droit et les questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit
3. Bakira Hasečić, militante des droits humains originaire de Bosnie-Herzégovine
4. Niemat Ahmadi, fondatrice du Darfur Women Action Group
5. Lyudmila Huseynova, militante des droits humains originaire d'Ukraine (par visioconférence)

Modalités de la réunion

La réunion est organisée selon la formule Arria par les Missions permanentes de l'Albanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis. Elle est ouverte à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux missions d'observation, aux organisations non gouvernementales et à la presse.

Pour inscrire une personne sur la liste des orateurs et oratrices, veuillez envoyer le nom de l'État Membre concerné ainsi que les noms et titres de l'intervenant(e) à l'adresse andris.stastoli@mfa.gov.al, au plus tard le 17 octobre 2023 à 16 heures. Les représentantes et représentants permanents ainsi que les chargé(e)s d'affaires sont encouragés à participer. Des services d'interprétation seront assurés dans les six langues officielles.

Les participantes et participants et tous les membres du Conseil de sécurité sont encouragés à faire des déclarations succinctes, et les États non membres du Conseil sont priés de limiter leurs déclarations à trois minutes au maximum.
